

**VISITE MINISTERIELLE** | Julien Denormandie, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation et aborder leurs problématiques.

# Un ministre à l'écoute et qui semble déterminé

Le décor était planté, et de bien belle manière, pour accueillir le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation au Gaec La Birone appartenant aux frères Aurélien et Sylvain Aubry à Puimoisson.

Malgré le froid ambiant, l'atmosphère était vite réchauffée, par le soleil radieux, mais également par la vue époustouflante des champs de lavandin et d'immortelle qui s'étendaient à perte de vue. Un paysage et une météo typiques des Alpes-de-Haute-Provence contrastant avec la pluie que le ministre avait essuyée avec le président de la République lors de sa venue aux Terres de Jim en septembre. Accueilli par l'ensemble des personnalités départementales, des élus et des représentants de la profession agricole, Julien Denormandie a débuté sa visite bas-alpine par cette exploitation représentative du pla-

pour mieux répartir et sécuriser l'ensemble de la ressource en eau du territoire.

Il a précisé que les chambres d'agriculture de la région disposaient de 15 collaborateurs dédiés exclusivement à la problématique hydraulique.

## 5 600 ha irrigués sur le plateau de Valensole

Il a émis le souhait que le Varenne de l'eau leur permette d'aller encore plus loin, pour intensifier la modernisation dans une région qui est déjà avant-gardiste sur ces questions. « Nous savons la valeur de l'eau et nous savons qu'il faut la partager, cela passe par l'investissement et la motivation de tous », concluait-il. Fabienne Joly, la nouvelle présidente de la Société du canal de Provence (SCP), s'est attachée à présenter le projet d'aménagement



À l'occasion de la venue de Julien Denormandie dans les Alpes-de-Haute-Provence la convention d'application du Varenne de l'eau a été signée entre la chambre régionale d'agriculture, la Région et l'État. Celle-ci permettra l'accélération du déploiement de l'hydraulique agricole grâce à une dotation de plusieurs millions d'euros.

« Le drame en politique, c'est qu'on oublie souvent l'essentiel et qu'on tombe dans les détails. »

teau de Valensole, afin d'aborder la question de l'eau dans le cadre du Varenne de l'eau. Les détails de celui-ci ont été dévoilés mardi 1<sup>er</sup> février (voir p. 3).

Aurélien et Sylvain Aubry ont commencé par présenter leur exploitation et leur distillerie construite avec notamment des fonds régionaux et européens FEADER. Une installation alimentée grâce à un bassin de récupération des eaux de pluie.

André Bernard, le président de la chambre régionale d'agriculture a ensuite pris le relais pour évoquer l'importance de l'hydraulique dans la région Sud-Paca.

Il a également fait un petit historique de cette question, allant du pont du Gard aux lacs du Verdon en passant par les prairies de La Crau. Il a rappelé l'importance d'une gestion du partage de l'eau la plus équitable possible, la nécessité de moderniser les canaux gravitaires

hydraulique du plateau de Valensole. Un projet soutenu par l'État dans sa deuxième phase comme l'a réaffirmé le ministre lors de sa visite.

« La gestion de l'eau en Provence c'est notre ADN, déclarait-elle. Nos aménagements dans les années 1960 ont mis la Provence à l'abri de la sécheresse tout en préservant les richesses hydrauliques locales et naturelles. » Elle a rappelé que la SCP réinjectait 30 % de son chiffre d'affaires dans ses infrastructures avant de détailler le programme de Valensole qui permettra de sécuriser l'accès à l'eau, tout en préservant des ressources toujours fragiles. « Sept communes sont déjà irriguées par le canal, trois nouvelles le seront d'ici dix ans, ce qui représentera 5 600 ha irrigués. Nous effectuons également un accompagnement sur les pratiques grâce au partenariat avec le parc naturel régional du Verdon, le conseil régional et la chambre d'agriculture dans le cadre

du programme Regain. L'innovation et la recherche/développement sont importantes pour optimiser l'hydraulique et le stress hydrique. Nous faisons aussi des recherches sur le foncier et les énergies renouvelables avec des panneaux photovoltaïques flottants sur nos canaux. »

Le projet suivant qui a été présenté au ministre fut celui baptisé HPR, pour Hauts de Provence rhodanienne porté notamment par la chambre d'agriculture de Vaucluse. Décrit par Georgia Lambertin, présidente de la chambre vauclusienne, il concerne la substitution et le développement de l'irrigation agricole. « Ce projet multi-usages concerne la Drôme et le Vaucluse soit deux régions, 88 communes, 200 000 habitants, 87 000 ha de SAU, 3 500 entreprises agricoles. Aujourd'hui, l'agriculture a un projet à proposer, nous voulons redevenir acteurs dans nos territoires. Deux rac-

cordements pour que les agriculteurs puissent s'engager à réduire et économiser leurs volumes tout en arrêtant leurs forages, soulignait-elle. C'est un projet multi partenarial, donc nous allons avoir besoin de vous monsieur le ministre ! Nous aimerions que ce projet devienne un Projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) dans le cadre du Varenne de l'eau. »

## Revenir à l'essentiel

Le directeur régional de la Draaf Paca Patrice De Laurens a profité de cette présentation pour revenir sur l'appel à projets régional ouvert dans le cadre du Plan de relance de l'État. Avant de passer à la signature officielle de la convention d'application du Varenne de l'eau en région Sud-Paca avec cinq millions d'euros pour accélérer les investissements, Renaud Muselier s'est installé au pupitre. Il a rappelé que les enjeux

« Ce Varenne de l'eau, c'est le vôtre ! »

de l'eau étaient essentiels et qu'ils avaient réussi à fédérer les différents partenaires pour avoir une visibilité globale. La mise en œuvre opérationnelle se déclinera autour de trois axes : un sur l'adaptation des filières agricoles ; un autre sur la sécurisation des réseaux d'hydrauliques agricoles et la préservation de la ressource en eau ; un dernier sur la gouvernance. Il concluait par : « Tout ne va pas si mal, tout n'est pas désastreux. Le bonheur est dans le sud, oui, on a des difficultés mais nous croyons en nos

est venu sur le plateau de Valensole et à Manosque pour rencontrer les acteurs du monde agricole

# à soutenir l'agriculture bas-alpine



En venant sur le plateau de Valensole, Julien Denormandie a pu découvrir ces cultures qui façonnent le paysage comme celle d'immortelle.



André Pinatel a profité de ce déplacement pour parler du développement des pistachiers dont il est la cheville ouvrière.

territoires et notre agriculture. Nous avons de l'espoir ». Julien Denormandie, très à l'écoute et appliqué pendant toute la visite, prenant régulièrement des notes, clôturait le bal des allocutions en commençant par évoquer l'un de ses prédécesseurs Edgar Pisani, en poste dans les années 1960. Et de le citer : « Le drame en politique, c'est qu'on oublie souvent l'essentiel et qu'on tombe dans les détails ».

« Cette phrase est très vraie dans notre société de l'immédiateté et, c'est incroyablement vrai dans les politiques agricoles. Combien de temps ceux qui sont en charge de la question agricole ne sont plus capables de développer leur propre pensée sur cette problématique alors on tombe de la pensée à la posture, ce qui ne fait jamais avancer les sujets. Il faut progresser avec détermination mais dans la concertation. C'est ce que vous faites ici avec force. La

absolument avoir le courage politique d'appréhender cette question de l'eau qui est complexe et qui l'est depuis la sédentarisation de l'homme. Ce n'est parce que c'est complexe qu'il faut la mettre sous le tapis. Il faut l'affronter avec méthode. »

## Un point de non-retour

Il révélait que lors de son arrivée au ministère, il avait constaté que sur les 15 000 agents seulement cinq s'occupaient de la question de l'eau. « Il y avait quelque chose qui ne pouvait pas marcher. Si ceux qui sont en charge de la question agricole ne sont plus capables de développer leur propre pensée sur cette problématique alors on tombe de la pensée à la posture, ce qui ne fait jamais avancer les sujets. Il faut progresser avec détermination mais dans la concertation. C'est ce que vous faites ici avec force. La



Au Crieppam le ministre a pu apprendre à distinguer l'essence de lavandin et de lavande.



Très studieux, il a pris régulièrement des notes pendant les interventions.

« L'État ne lâchera rien sur la question de la réglementation européenne. »

méthode doit être en tout point exemplaire. Il faut remettre de la science et de la raison. L'État doit venir soutenir les élus locaux pour les aménagements en adaptant le cadre réglementaire et en apportant les financements ». Il a rappelé que le Varenne de l'eau comptait trois sujets principaux : l'assurance récolte qu'il a qualifiée de la politique « la plus structurante depuis la Pac », la sécurisation de la ressource tout en économisant et enfin comment améliorer la concertation et, la planification. « La pensée de l'eau vous doit beaucoup dans cette région. Vous avez pensé l'eau avec les problématiques qui sont celles d'autres régions

aujourd'hui. Il faut tirer profit de votre expérience. » Il concluait sur ce sujet en expliquant que le Varenne de l'eau était « une étape mais surtout un point de non-retour. Tous les problèmes ne seront pas résolus mais cela doit créer une dynamique. Ce Varenne de l'eau, c'est le vôtre ! ».

## 200 000 € pour la filière PAPAM

À quelques mètres d'un champ de lavandin et d'immortelle, il achevait sa visite en martelant que l'État « ne lâcherait rien » sur la question de la réglementation européenne. « Une réunion est d'ailleurs organisée cette semaine pour s'assurer qu'on gagne à Bruxelles, confiait-il. La lavande et le lavandin font partie de notre patrimoine quels que soient les changements de réglementation européenne, nous seront aux côtés de la filière pour défendre cette identité ce savoir-faire. Ce fut le cas il y a déjà dix ans où nous avions eu gain de cause là nous ferons la même chose et nous nous assurerons que toute évolution de la réglementation ne se fasse pas au détriment de la filière. Notre mobilisation devance très fortement les

Après la présentation des lieux ce dernier a dressé un portrait de cette filière présente dans le quotidien de tous les Français et qui impacte économiquement l'ensemble du territoire. Il a également évoqué les principales préoccupations des producteurs la réglementation ou encore la concurrence étrangère déloyale. Une problématique qui soulève la question de la traçabilité et de la transparence de l'origine, l'avenir selon le ministre et une question qui va « dans le sens de l'histoire ». Julien Denormandie s'est ensuite rendu dans les parcelles d'essais guidé par Bert Candaele et Jean-Michel Cotta, respectivement directeur et président du Crieppam. Il a pu y découvrir les premiers résultats des essais effectués sur les nouvelles variétés de lavandin et l'expérimentation ClimaLav qui réfléchit sur des itinéraires techniques pour des lavanderaies résilientes au changement climatique. Julien Denormandie a incité le directeur à demander des financements Casdar et a loué leur travail tout en leur annonçant qu'un financement de 200 000 € allait être libéré pour la filière.

Aurélié Antonioli, directrice du comité interprofessionnel a initié le ministre à distinguer les effluves de lavande et de lavandin. Il a aussi pu découvrir les véritables herbes de Provence Label Rouge produites dans la région.

La visite ministérielle s'est achevée par une table ronde à huis clos avec les organisations professionnelles agricoles, les représentants syndicaux, les élus locaux et les services de l'État. Plusieurs thématiques ont été abordées dont la prédation, l'installation/transmission, la problématique du foncier, le photovoltaïsme, les réglementations. Une discussion à bâtons rompus qui a, dans l'ensemble, laissé une bonne impression aux participants (voir ci-dessous) même si, tous, attendent de voir si les paroles seront suivies des faits, surtout à quelques semaines de l'élection présidentielle. ■

Alexandra Gelber

## RETOUR SUR LA TABLE RONDE

### Olivier Pascal, vice-président de la chambre d'agriculture 04

Nous n'avons pas pu aborder tous les sujets qui avaient été listés pour cette table ronde mais nous avons été face à un ministre à l'écoute et compétent sur ses dossiers mais qui n'avait pas toutes les clés. Il ne nous a pas délivrés de grands messages. Nous sommes conscients qu'il y a des échéances électorales bientôt et qu'il peut exister des différences entre les discours et les actes. Nous avons passé un bon moment sur la prédation et nous nous accordons sur le fait qu'il y a un problème avec le comptage des loups et qu'une nouvelle méthode doit être mise en place. Il y a cependant des discordances et plusieurs sons de cloches car sur le terrain l'Office français de la biodiversité

(OFB) nous dit qu'il ne va pas revoir cette méthode. Le ministre nous a confirmé qu'un travail était engagé pour revoir la responsabilité pénale des éleveurs en cas d'incidents ainsi que sur la gestion des chiens de protection et notamment leur « retraite ». Nous avons des accords et des désaccords sur le photovoltaïque et l'agrivoltaïsme. Il croit en ce dernier notamment les ombrières alors nous sommes contre même s'il prône pour un encadrement strict. Nous pensons que cela ne rapporte pas plus que l'activité agricole et nous redoutons les abus qui pénaliseraient le foncier et par voie de conséquence l'installation des jeunes, faute de foncier disponible. ■

### Laurent Depieds, président de la FDSEA 04

Avec la venue du ministre dans le département il n'était pas possible de faire l'impasse sur des sujets d'actualité comme la prédation, l'installation/transmission, le foncier, l'emploi ou la réglementation européenne alors que la France préside l'Europe même si, faute de temps, nous n'avons pas pu aborder malheureusement. Nous avons commencé par la prédation car c'était le sujet le plus sensible. J'ai la sensation que nous sommes en train de couler sans pouvoir nous arrêter. Nous avons eu un gros débat sur la partie technique. Nous lui avons bien rappelé que ce n'était pas le nombre de loups qui posait problème mais le nombre d'attaques. Nous avons été face à un ministre

compétent, bienveillant qui n'a pas eu un regard de citadin. Il a semblé comprendre la détresse humaine et être prêt à poser le sujet sur la table au niveau européen. Durant la journée, j'ai pu lui parler de divers sujets comme les écoschémas. Il a pris conscience qu'il y avait des trous dans la raquette et m'a dit qu'il allait le boucher. Lors de la table ronde nous lui avons parlé du fait que les agriculteurs bas-alpins sont de plus en plus souvent désemparés face aux problèmes de main d'œuvre et qu'il fallait les aider à en trouver quand ils en avaient besoin. Aujourd'hui, j'ai confiance en lui, mais on verra le résultat car on ne sait pas pour combien de temps il est encore là... ■

### Yannick Becker, porte-parole de la Confédération paysanne

Je savais qu'à deux mois des présidentielles il ne fallait pas s'attendre à des annonces ou des réponses cependant c'est bien qu'il ait pris le temps de nous rencontrer. Le matin, j'avais relevé pas mal de choses qui n'allaient pas dans le bon sens notamment au niveau de l'eau. Il faudrait plus se préoccuper de la ressource. J'ai l'impression qu'on fait plus de choses pour s'adapter au changement climatique plutôt que de lutter contre. Lors de la table ronde je l'ai trouvé à notre niveau, il y a eu un vrai échange et c'est appréciable. Je n'ai pas eu l'impression d'être ignoré même si je représente un syndicat minoritaire.

J'ai pu parler du fait que la gestion de la prédation se fasse à budget constant que l'on n'ait aucune connaissance du loup et de son comportement. Sur l'emploi, je n'avais pas grand-chose à dire si ce n'est que j'ai voulu insister sur les pertes d'emplois qui étaient très impactantes pour la ruralité. J'ai également voulu soulever la question de la DJA qui n'est plus adaptée aux gens qui s'installent aujourd'hui en agriculture que ce soit pour une question d'âge ou de cadre qui ne leur convient pas. Je leur ai cité les statistiques pour qu'il voie le nombre de personnes qui sont laissées de côté avec ce système. Il nous a écoutés mais je ne suis pas sûr qu'il nous ait entendus. ■

### Margot Mégis, présidente de Jeunes agriculteurs

Nous avons un ministre qui maîtrise ses sujets et qui se mouille pour nous. Nous nous rendons bien sur compte qu'il n'est pas magicien et que ce que l'on subit depuis des décennies ne se réglera pas en un coup de baguette magique. Il faut qu'il y ait une continuité qu'il reste ou pas. J'ai posé des questions sur la nouvelle compétence de la Région concernant la DJA car jusqu'à présent c'était très flou notamment concernant le financement ou le montant. Nous avons eu un début de réponse et obtenu l'assurance qu'il y aurait un tuilage entre l'État et la Région pour éviter le même naufrage qu'en 2015. Il nous a aussi annoncé une revalorisation de la DJA pour se rappro-

cher de la moyenne nationale car jusqu'à présent nous étions en dessous. Sur la transmission je lui ai rappelé qu'il fallait continuer à inciter les agriculteurs à préparer leur départ en amont pour limiter l'hémorragie qui s'annonce. J'ai aussi insisté sur notre volonté de voir inscrit au Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) la notion d'actif agricole pour permettre de libérer du foncier et d'installer des jeunes. À propos du photovoltaïque et de l'agrivoltaïsme, il faut un cadre réglementaire national car c'est une épine dans l'installation et c'est une grosse perte potentielle de production alors que l'on parle beaucoup de souveraineté alimentaire. ■